

Des écoles d'instituts sous-équipées

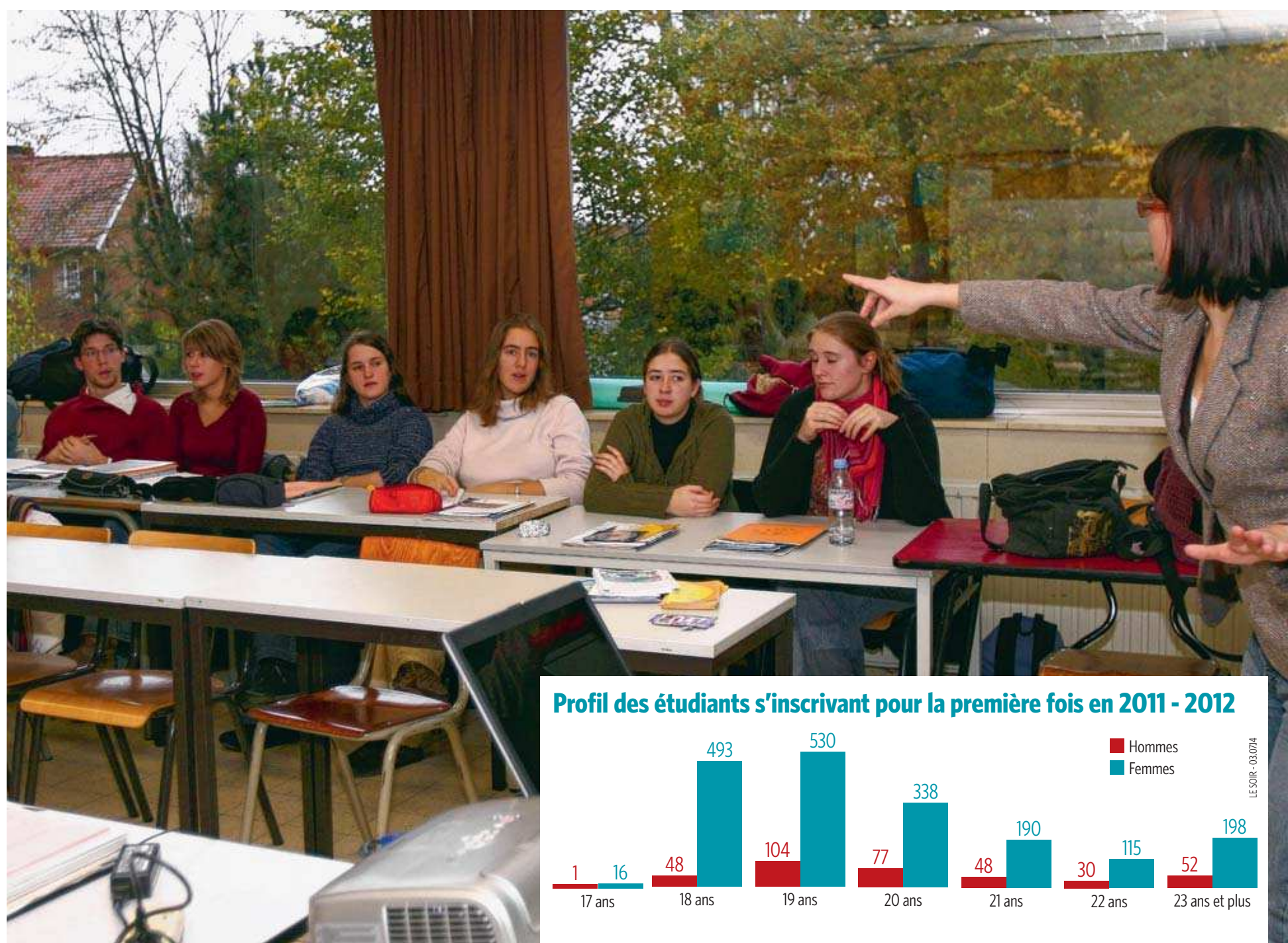
► Un rapport officiel pointe de nombreuses lacunes dans la formation des instituteurs.
► Il souligne aussi la capacité des enseignants à faire des miracles et formule des recommandations aux politiques.

Bien, mais peut beaucoup mieux faire dans de nombreux domaines. » La mention pourrait résumer, caricaturer presque, un rapport d'experts indépendants sur la qualité de la formation des instituteurs et institutrices. Des pédagogues, directeurs, enseignants, étudiants, professeurs d'universités belges et étrangers, mandatés par « l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur », ont sillonné une vingtaine d'écoles francophones et germanophones avant d'écrire un rapport très fouillé. Morceaux choisis.

1 La qualité de la formation. Il faut le pointer d'emblée, à l'instar des experts : « La qualité de l'encadrement, le soutien et la disponibilité des enseignants formateurs comme du personnel sont soulignés par les étudiants. Pour ceux qui ont expérimenté d'autres modalités de formation, cela constitue un des points forts indéniables du cursus. » Ils apprécient au passage l'engagement envers l'institution.

Cela étant, au-delà de bonnes pratiques (lire ci-dessous), le comité d'experts relève des lacunes dans les approches pédagogiques : discussions sur les compétences à privilégier ou déficiences dans l'organisation des stages, pour ne citer que ces exemples. A certains égards, on pointe « le manque de formation psychopédagogique d'enseignants formateurs ». On dénonce aussi le carcan que représente la grille horaire : elle alourdit la charge de travail de tous et réduit singulièrement le pouvoir d'initiative des écoles. C'est pourquoi l'agence recommande aux autorités publiques « une stratégie de cadrage différente laissant aux équipes pédagogiques plus d'initiative, plus d'autonomie, mais aussi plus de responsabilité... en partant de cette nouvelle stratégie aura plus d'efficacité et d'efficience ». Elle formule le vœu que l'application du décret réformant l'enseignement supérieur – c'est pour septembre – soit l'occasion d'une vraie refonte des programmes d'étude. Et prévient au passage : « Les hautes écoles auraient tort de se laisser aller à la facilité et/ou à la résistance par inertie en choisissant une option cosmétique. »

2 Le profil des étudiants. Le futur « institut » n'a pas tout à fait le profil type du jeune étudiant. Quand on examine l'origine des inscrits, on constate que près de la moitié des entrants ne sont pas originaires de l'enseignement secondaire général. Ils débarquent dans ces études au terme d'un « parcours scolaire fragilisé », sortant d'une « filière moins prestigieuse ». Le taux de boursiers – un quart de la population – démontre que la filière accueille davantage d'étudiants socialement moins favorisés. Des explications ? Le maillage territorial des hautes écoles – 16 institutions mais 27 sites différents – implique une grande proximité, laquelle permet une réduction des frais de déplacement et d'hébergement. A contrario, ces études sont synonymes d'accès à l'ascenseur social.



3 L'âge des étudiants. Autre spécificité : en 2011, sur 2.240 inscrits en première année, seul un quart entamait le parcours « à l'heure », c'est-à-dire à 18 ans et moins. Tous les autres débarquent dans le système après avoir redoublé au moins une fois. Les experts évoquent le fait que ces études « peuvent être un second, voire un troisième choix (...) construit positivement après d'autres études ou expériences professionnelles ». Par contre, « pour certains étudiants, il s'agit d'un choix par défaut ou en cascade descendante. N'ayant pas mené à bien leur premier choix, ils optent pour un parcours qu'ils imaginent moins exigeant ». Et cela inquiète : « Il existe une grande disparité des compétences et connaissances acquises au secondaire, en particulier en ce qui concerne la maîtrise de la langue française et la culture générale. »

4 Le nombre d'étudiants. Ils étaient environ 5.500 voici une décennie, ils sont moins de 5.000 désormais, avec d'ailleurs un creux à 4.800 un an plus tôt. C'est clair, les anciennes « écoles normales » attirent beaucoup moins que par le passé alors que la profession est reconnue « métier en pénurie » par l'Onem. Si on ajoute que les taux d'abandon en cours d'études sont inquiétants, si on garde à l'esprit ce boum démographique qui suppose la création de centaines de places en urgence, on comprend pourquoi la situation préoccupe au plus haut point les experts. « Il n'existe pas, regrettent-ils, de mécanisme formel de régulation de l'offre de formation compte tenu des débouchés possibles et de besoins du marché de l'emploi. »

5 Sous-équipement. L'agence n'a pas mis longtemps pour constater sur le terrain le sous-financement de l'enseignement

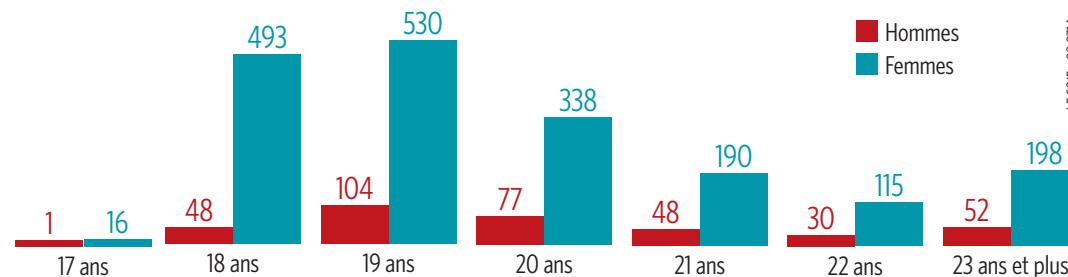
supérieur. Ainsi, elle s'étonne de « la très grande disparité en matière de ressources et d'équipements, qu'il s'agisse des locaux, du matériel pédagogique, du parc informatique ou encore des centres de ressources documentaires ». Elle assure que « quelques sections travaillent encore dans des conditions indignes d'un enseignement supérieur de qualité ». Et de pointer l'exiguïté des locaux ainsi que l'insuffisance des ressources informatiques, matérielles et documentaires... Sur le volet « nouvelles technologies », le comité relève qu'« équipements, besoins et usages pédagogiques ne sont pas toujours en phase ». De nombreuses classes, par exemple, sont équipées d'un tableau blanc interactif utilisé... comme un simple écran de projection. Il prévient : « La formation – des enseignants comme des étudiants – et l'accompagnement techno-pédagogique doivent être, aujourd'hui, une priorité sous peine d'obsolescence des investissements réalisés. »

6 Master et recherche. Faut-il faire passer les études à cinq ans – un master donc – au lieu de trois ? L'agence a sa petite idée sur la question : elle « plaide pour la construction d'un master professionnel en alternance : alternance formation/classe, stages rémunérés, mémoire professionnel d'analyse... » et demande des moyens pour que soit développée une stratégie claire en matière de recherche et de mobilité des étudiants. Elle plaide dans ce sens mais ne vide pas la question qui, à coup sûr, fâchera : faut-il confier master et recherche aux hautes écoles ou aux universités ? ■

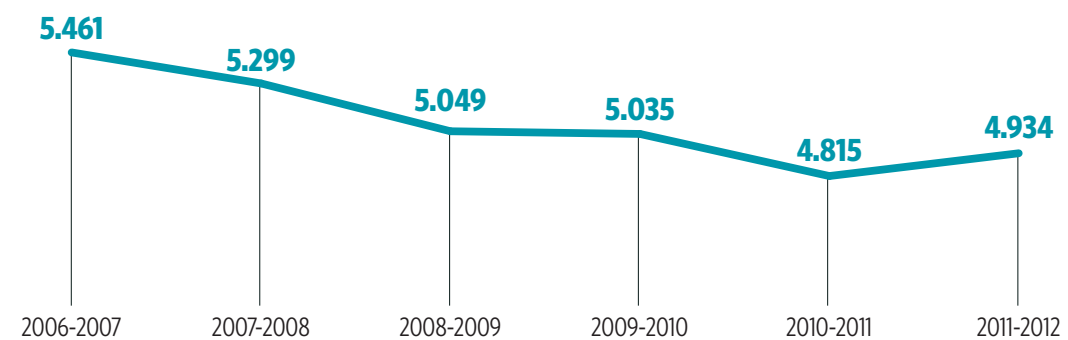
ÉRIC BURGRAFF

(1) Évaluation du cursus instituteur(trice) primaire en Fédération Wallonie-Bruxelles. Analyse transversale. 2014.

Profil des étudiants s'inscrivant pour la première fois en 2011 - 2012



Nombre d'étudiants du cursus bachelier en instituteur(trice) primaire sur six ans



POUR REMÉDIER AUX ÉCHECS

Casser la logique d'abandon

Si le taux de réussite finale est assez comparable à celui relevé dans la majorité des cursus, le taux d'abandon en cours de première année préoccupe les experts. Dans un contexte où l'enseignement a et aura besoin de bras, ils formulent des recommandations pour tenter de laisser moins d'étudiants sur le bord du chemin. **Orientation.** De nombreux jeunes feraient des orientations irréflectées ou fondées sur des représentations erronées du métier (« que les candidats croient à tort bien connaître en ayant été élèves ou en étant parents ») ou sur une mauvaise appréciation des exigences des études. Il faut par exemple donner aux étudiants l'occasion de bien s'informer en rencontrant des professionnels plutôt que des représentants dans un salon des études. Il est également recommandé de débiter la première année par un stage significatif d'immersion dans une classe primaire (dès la rentrée des enfants). **Approche modulaire.** Les experts recommandent une approche modulaire qui vise à construire les compétences des étudiants en dépassant l'aspect cours magistral au bénéfice d'une « référence à des situations professionnelles significatives du métier ».

E.B.

LES POINTS POSITIFS

Chacun son tour

Si les experts critiquent, ils ne cherchent à stigmatiser aucun cursus. D'autres études – les ingénieurs en janvier dernier – ont déjà été passées au même crible. S'agissant des « instits », ils soulignent quantité de points positifs.

La force des enseignants

On pointe notamment le rôle d'ascenseur social du cursus, un rôle souvent inscrit tant dans les valeurs des institutions que dans l'esprit des enseignants formateurs. Des enseignants dont les experts n'ont cessé de souligner l'implication, la volonté de professionnalisme, le souci du travail en équipe, la disponibilité, la connaissance fine du secteur et des étudiants... « Les enseignants formateurs mais aussi les autres membres du personnel sont une force indéniable du cursus : nous soulignons le soutien constant aux étudiants et la disponibilité du personnel comme lignes de force. De même, nous mettons en évidence la richesse des initiatives en matière culturelle. L'engagement des personnels envers les étudiants mais aussi envers l'institution est un vecteur porteur des valeurs partagées. » Un beau compliment dont ne peuvent pas toujours se vanter d'autres acteurs de l'enseignement supérieur.

Les bonnes pratiques

Comment combler certaines lacunes organisationnelles sinon en faisant preuve d'initiative ? Dans le secteur, au vu des multiples « bonnes pratiques » placées sous les projecteurs des experts, l'imagination est bien au pouvoir. Des exemples ? L'ouverture du cursus en fin de formation pour permettre la comparaison des systèmes éducatifs, les heures de cours spécifiquement réservées aux logiques de projets et d'enseignements nouveaux, l'usage de la vidéo pour travailler des situations de classe et se frotter ainsi au métier en dehors des stages, la note de fin de stage tenant compte de l'autoévaluation de l'étudiant, etc.

E.B.

« La formation – des enseignants comme des étudiants – et l'accompagnement technopédagogique doivent être une priorité sous peine d'obsolescence des investissements réalisés », estiment les experts.

© LE SOIR

L'EXPERT



« Il est illusoire de croire que tout le monde peut enseigner »

Geneviève Cattiez est directrice de l'Institut supérieur de pédagogie Galilée. Les étudiants qui arrivent chez vous ont parfois connu un parcours scolaire tumultueux ? C'est tout à fait vrai, particulièrement à Bruxelles, une ville très multiculturelle. Certains ont une mauvaise représentation du métier. Ils sont motivés, aiment les enfants, mais ne se rendent pas compte qu'il faut apprendre aux jeunes. Il y a beaucoup d'échecs en première année (30 % en première session) et certains, malgré leur motivation, n'ont pas le niveau.

Il y a aussi un fort taux d'abandon ?

Nous avons de très bons étudiants, puis il y a un grand écart avec des étudiants qui doivent repasser une dizaine de matières. Je suis favorable à un examen d'entrée, car certains perdent une année et ce n'est pas bon pour l'estime de soi. Il est illusoire de croire que tout le monde peut enseigner. Nous avons aussi un nouveau phénomène : comme c'est un métier en pénurie, Actiris (l'Office régional bruxellois de l'emploi, NDLR) nous envoie des personnes pour une formation. Nous avons des expériences très positives, mais parfois elles n'ont pas du tout le profil.

La formation d'instituteur souffre d'une image d'études faciles ?

Nous faisons tout pour qu'ils réussissent, mais parfois ce n'est pas possible. Ce n'est pas un métier facile. Nous sommes conscients de la responsabilité que nous avons vis-à-vis de la société. Il faut former de bons professeurs, ce qui demande des études exigeantes. On leur demande d'enseigner, mais aussi de gérer des conflits ou d'aider à des remises à niveau. Ils sont de plus en plus mis sous pression. Trois ans d'études, ce n'est pas suffisant, il faut se former tout au long de sa carrière. Chez nous, nous avons un dispositif qui accompagne l'entrée des jeunes professeurs dans la vie professionnelle. Ils nous font part de leurs difficultés et nous les aidons au mieux.

M.K.